

Monsieur le Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique ;

Mesdames, Messieurs les Ministres ;

Monsieur le Ministre Salomon ;

Mesdames, Messieurs les conseillers de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif ;

Mesdames, Messieurs les membres du conseil d'administration de la BRH ;

Mesdames, Messieurs les membres du conseil d'administration de la BNC ;

Mesdames, Messieurs les représentants des Institutions Internationales ;

Honorables Parlementaires ;

Mesdames, Messieurs les Directeurs Généraux ;

Mesdames, Messieurs les représentants du secteur privé des affaires ;

Mesdames, Messieurs les Directeurs, Cadres et Employés de l'Administration ;

Mesdames, Messieurs les représentants de la presse parlée, écrite et télévisée ;

Distingués invités

Chers amis,

C'est avec une grande émotion et une légitime fierté que je prends la parole aujourd'hui à l'occasion de mon installation comme Ministre de l'Economie et des Finances.

Mais avant de commencer mes propos, je veux, avec humilité et respect, m'incliner devant le Grand Architecte de l'Univers pour ses multiples bienfaits à mon endroit, en tant que simple créature toujours prête à se laisser pénétré par sa Lumière. Qu'il en soit ainsi, du haut de son trône, glorifié.

Monsieur le Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique,

Je tiens à vous remercier très chaleureusement pour vos mots d'encouragement et pour avoir bien voulu accepter de procéder à mon installation.

Je voudrais profiter aussi de la circonstance pour vous demander de transmettre au Premier Ministre, **Jean Henry CEANT**, mes sincères remerciements d'avoir fait choix de moi comme Ministre de l'Economie et des Finances.

Qu'il veuille bien exprimer ces remerciements et toute ma gratitude à son Excellence M. le **Président Jovenel MOISE**, pour cette marque de confiance dont je suis l'objet.

Aussi voudrais-je leur assurer de mon engagement indéniable et de ma volonté inaltérable à travailler dans le sens de leurs visions et stratégies pour la matérialisation de la politique générale du gouvernement.

Je salue également le travail accompli par mon ami le Ministre **Jude Alix Patrick SALOMON**. Comme moi, il est un fils authentique du Ministère de l'Economie et des Finances. De simple employé il a gravi tous les échelons de la hiérarchie administrative jusqu'à celui de Ministre. Ministre SALOMON le MEF vous sera toujours reconnaissant.

Chaque fois que l'un de ses fils est investi d'une haute fonction, le MEF s'en réjouit parce qu'elle fait naître une certaine confiance chez les nouvelles générations qui seront rassurées que la probité, la compétence et la discipline sont toujours récompensées.

Mesdames, Messieurs ;

En acceptant d'assumer cette fonction, en ce moment particulièrement difficile de la vie nationale, je suis conscient de l'immensité des tâches qui m'attendent et des défis à relever.

La santé de l'économie haïtienne n'est guère reluisante. Presque tous les principaux indicateurs macroéconomiques du pays affichent des signaux très alarmants.

- Selon les dernières prévisions de la Direction des Études Économiques et des Prévisions du MEF, le PIB à prix constant n'augmentera que de 1.7% à la fin de l'exercice en cours par rapport au niveau atteint durant l'exercice fiscal 2016-2017.
- Les recettes fiscales n'atteindront pas au 30 septembre 2018 le niveau de 25% prévu dans le budget initial. Les meilleures estimations prévoient de préférence un niveau de 17%.
- Le taux de change a franchi la barre des 70 gourdes pour un dollar. A ce sujet il importe de rappeler que le faible niveau des investissements directs

étrangers et des décaissements externes diminue en général la capacité des autorités monétaires à intervenir sur le marché des changes.

- L'inflation a atteint 15,9% en glissement annuel entre septembre 2017 et septembre 2018.
- L'augmentation du déséquilibre budgétaire pourrait totaliser 20,3 milliards de gourdes en septembre 2018, soit environ 3,2% du PIB, hors mis le remboursement des obligations du Trésor, les dépenses post Sandy et les chèques en circulation. Ce sont tous des engagements à honorer dans les jours qui viennent.

Le taux de pression fiscale sera de 14 % à la fin de l'exercice 2017-2018 alors qu'il a déjà franchi la barre de 20% chez nos voisins les plus proches.

Mesdames et Messieurs ;

Cette conjonction d'éléments défavorables nécessite un changement de paradigme. Elle ouvre désormais la voie à l'adoption de mesures urgentes et efficaces en vue de renverser progressivement la tendance pour mieux répondre aux attentes de la population.

Conscient et déterminé, je m'engage dès maintenant à tout mettre en œuvre afin d'apporter rapidement des réponses appropriées.

Nos actions tiendront compte des orientations du gouvernement contenues dans les 7 grands axes prioritaires du quinquennat du Président de la République à savoir :

- Reforme l'Etat et maintenir la stabilité sociale ;
- Transformer HAÏTI en une destination d'investissement ;
- Augmenter la production nationale ;
- Construire des infrastructures énergétiques ;
- Renforcer les infrastructures hydrauliques et sanitaires ;
- Améliorer les infrastructures et la qualité de l'éducation ;
- Promouvoir la stabilité à l'aide des projets sociaux.

Nos efforts viseront entre autres objectifs :

- L'amélioration de la gouvernance dans la gestion des finances publiques pour atteindre le niveau de stabilité économique désiré.
- Le maintien du déficit budgétaire à un niveau en deçà du seuil prévu dans le programme signé avec le FMI.
- La relance de l'activité économique en général et l'amélioration du climat des affaires en particulier.
- La rationalisation des dépenses publiques pour dégager des ressources et les orienter davantage vers le financement de programmes visant l'amélioration des conditions de vie des couches les plus défavorisées. On peut citer en exemple la surfacturation, phénomène très connu dans la gestion quotidienne des dépenses publiques. Pour l'éviter, les achats des biens et services seront effectués sur la base d'un référentiel de prix qui sera établi en collaboration avec les instances compétentes en la matière. Le respect des limites fixées par ce référentiel sera un critère important pour l'obtention de l'autorisation de la dépense et du visa subséquent du contrôleur financier.

Au cours de l'exercice fiscal 2018-19, un effort devra être réalisé dans la mobilisation des recettes fiscales et douanières dans le but d'augmenter l'autonomie financière du pays.

Ces mesures seront adoptées dans le cadre d'une politique économique visant à promouvoir la croissance, la compétitivité et l'emploi en facilitant l'émergence de nouvelles entreprises dans les industries clés de transformation agri- business, agriculture bio, énergie renouvelable, technologie et numérique.

Ceci passera inmanquablement par le renforcement des institutions, la refonte de la législation économique et la mise en place de normes pour réduire les risques et les coûts d'opération auxquels les entreprises feront face dans le but d'instaurer la confiance chez les entrepreneurs et les investisseurs.

En plus des dispositions nécessaires à prendre, il s'avère impératif de faire face à d'autres urgences. La situation budgétaire se trouve dans une impasse. En raison de la nécessité de fournir à certaines institutions les moyens de fonctionner et

pour répondre à d'autres obligations découlant du programme économique du gouvernement. Vu le faible niveau, à date des décaissements externes, il a fallu déposer par devant le Parlement un budget rectificatif, en plus du budget de l'exercice fiscal prochain.

La loi de finances rectificative 17/18 étant en exécution et celle de 18/19 rappelée, cette dernière devra être remaniée pour la rendre plus adaptée aux exigences sociales, politiques et économiques de la conjoncture. Le Ministère de l'Economie et des Finances et celui de la Planification et de la Coopération Externe devront conjuguer leurs efforts pour soumettre au Parlement un document plus susceptible d'apporter des solutions aux problèmes suscités.

Mesdames, Messieurs les Directeurs Généraux, Directeurs, Cadres et Responsables du MEF.

Le Ministère symbolise une tradition de fierté qui le distingue de beaucoup d'autres institutions publiques. J'ai la longue habitude de me gonfler d'orgueil en écoutant les témoignages des partenaires nationaux et internationaux sur les performances des cadres du MEF. Je vous encourage vivement à travailler davantage pour préserver et sauvegarder la renommée du Ministère, bâtie sur le professionnalisme, la compétence, la disponibilité de ses cadres, le souci du travail bien fait dans le respect des délais, des normes et des bonnes pratiques.

Comme vous le savez déjà, le MEF s'est engagé dans un vaste mouvement de réformes. J'entends continuer dans cette même dynamique. J'attends donc des principaux responsables de la mise en œuvre desdites réformes des rapports détaillés sur les activités prévues, leur niveau de réalisation assorti d'un calendrier d'exécution.

Relativement à la DGI, le déploiement du nouveau logiciel de gestion de l'impôt dans tous les bureaux s'avère impératif et indispensable pour la poursuite du processus de modernisation de l'administration fiscale, la mobilisation et la sécurisation des recettes fiscales. L'accent devrait être mis sur le contrôle de tous les contribuables avec la mise en place d'une plateforme reliant à la fois la DGI, l'AGD, la Direction Générale du Budget, la Direction de l'Inspection Fiscale, la Direction du Trésor et de la Comptabilité Publique, la Direction des Études Économiques. L'objectif primordial est de permettre que les données soient disponibles en temps réel pour l'ensemble des entités du secteur économique et financier.

Il demeure entendu que la politique fiscale du Gouvernement sera orientée vers la facilitation et la réduction des incitations fiscales tout en renforçant les structures de contrôle afin de cerner les contribuables potentiels et récalcitrants.

Au niveau de l'Administration Générale des Douanes, la lutte contre la contrebande doit être la priorité des priorités dans le souci d'encourager et d'accompagner la production nationale.

En ce qui concerne la Direction du Trésor et de la Comptabilité Publique, les réformes devront être accélérées pour finaliser les divers aspects du Compte Unique du Trésor (CUT) et le déploiement des postes comptables dans tous les départements.

Au niveau de la Direction Générale du Budget, le Comité de suivi et de mise en place pour faciliter l'application de la loi sur l'élaboration et l'exécution du Budget devra poursuivre d'arrache pied ses travaux afin d'arriver à la production d'un nouveau document portant sur la réorganisation administrative de l'Etat. Ce comité devra également se pencher sur la révision des lois organiques des institutions publiques en accord avec l'Office de Management et des Ressources Humaines (OMRH), puisque, à terme, il ne s'agira que d'exécution, au sein des Ministères, de budget- programmes axé sur les résultats.

Mesdames, Messieurs les Représentants des institutions internationales ;

Je vous renouvelle la volonté du Gouvernement à respecter tous les engagements pris par l'Etat haïtien envers les bailleurs de fonds. Profitant de l'occasion, Je voudrais vous inviter à analyser avec moi certains aspects de l'aide et de la coopération externes afin d'envisager les possibilités de les orienter davantage vers les couches les plus défavorisées du pays.

La lutte que le gouvernement mène « sans grand moyen » contre la pauvreté et l'exclusion sociale est efficace et est très appréciée par les bénéficiaires. Faisons-en une lutte commune et vous assisterez à une multiplication des résultats.

Nous sommes à quelques jours de la fin de l'exercice fiscal 2017-18, je me trouve dans l'impossibilité d'annoncer une amélioration des indicateurs socioéconomiques pour l'exercice en cours. Cependant, je veux attirer l'attention

de tous sur l'obligation de respecter les termes et conditions du programme financier signé par Haïti.

Directeurs, Cadres et Employés du Ministère de l'Economie et des Finances ;

Je suis convaincu qu'aucun Ministre ne peut à lui seul faire fonctionner la machine administrative du MEF. Je fais appel au soutien et au concours inconditionnel de tous les acteurs impliqués dans le système. Je sollicite la collaboration, la compréhension et la participation de tous les membres du personnel de la grande famille du MEF afin, qu'ensemble nous puissions surmonter les obstacles et placer l'institution à un niveau de performance économique, technique et administrative compatible avec notre ambition de devenir un pays émergent à l'horizon 2030.

Enfin, à vous tous chers employés, collaborateurs, collègues et amis, je vous remercie chaleureusement et vous demande de continuer à faire preuve d'abnégation, de discipline, de professionnalisme et de cultiver le sens de la responsabilité et du service public dans l'accomplissement de vos tâches respectives.

Chers Amis

Je vous remercie TOUS.

RGD

Ministre